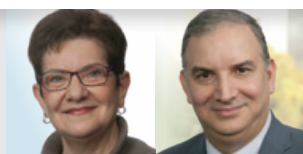




# POLITIQUE LAITIÈRE NATIONALE

LE QUOTA TOTAL ALLOUÉ AU QUÉBEC EN DÉCEMBRE 2017 EST PASSÉ DE 137,07 MILLIONS DE KILOGRAMMES DE MATIÈRE GRASSE (MG) À 137,74 MILLIONS EN DÉCEMBRE 2018, SOIT UNE AUGMENTATION DE 669 531 KILOGRAMMES DE MG, OU DE 0,49 %.



**GHISLAINE BLAIS**, secrétaire de direction *Executive Secretary*  
**IDRISS ETTABAÂ**, directeur du développement des affaires *Director of Business Development*

## Évolution du marché

Selon les données fournies par la Société Nielsen, les ventes au détail de produits laitiers ont continué de croître au Canada durant les 12 mois de 2018. Elles ont affiché une augmentation de 5,9 % pour la crème, de 3,9 % pour les fromages, de 1,5 % pour le beurre, de 6,5 % pour la crème glacée, et une baisse de 0,6 % pour les yogourts. De décembre 2017 à décembre 2018, les besoins totaux ont augmenté de 5,27 millions de kilogrammes de matière grasse, soit une augmentation de 1,4 %.

## Plan national de commercialisation du lait

Le Comité canadien de gestion des approvisionnements du lait (CCGAL) a remis en vigueur la politique relative aux dépassements de quota et à la sous-production au 1<sup>er</sup> juin 2018 afin de rétablir une discipline de production. Cela a occasionné du hors quota pour les provinces de l'Accord sur la mise en commun du lait dans l'est du Canada (P5) totalisant 700 697 kilogrammes de matière grasse pour les mois de juin et juillet.

Il a aussi convenu qu'à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2018, les besoins totaux et le quota total seraient calculés mensuellement à l'aide d'un nouveau modèle. Cette révision avait pour but d'améliorer la précision du calcul du quota alloué en le basant sur la lecture la plus récente des besoins totaux mensuels au lieu d'utiliser une lecture des 12 derniers mois. Cela permettra de capter plus rapidement les variations importantes des marchés. Aucun changement n'est cependant apporté aux méthodes de partage entre les mises en commun. Le fait que ce modèle soit plus réactif a amené l'élimination des allocations de croissance temporaire de 3 % au 1<sup>er</sup> mai et permanente de 2 % au 1<sup>er</sup> octobre. Avec le nouveau modèle, il faut s'attendre à plus de fluctuation d'un mois à l'autre, puisque le marché est influencé par les saisons et la présence de fêtes.

Le CCGAL a aussi décidé de mettre en place une politique nationale de quota continu accompagné de flexibilités, en sous-production de 2 % et en surproduction de 1,25 %. Tant que la production des 10 provinces demeure à l'intérieur de ces marges, il n'y a aucune mesure de responsabilisation des provinces au sein des ententes de mise en commun (P5 et l'Entente sur la mise en commun du lait de l'Ouest (MCL0)). Pour chaque mois de l'année, à l'exception de décembre, si la production nationale excède ces limites, les mises en commun sont responsabilisées proportionnellement à leur contribution au dépassement.

Les provinces de P5 ont affiché une tolérance de -1,69 % en décembre 2018. Pour leur part, les provinces de la MCL0 se situaient à -3,04 % le même mois.

La production laitière journalière sur la période de 12 mois se terminant en décembre 2018 a été, à l'échelle nationale, de l'ordre de 1,04 million de kilogrammes de matière grasse par jour, soit une augmentation de 3,2 % par rapport à 2017.

Les provinces de P5 ont eu une production laitière journalière sur les 12 mois se terminant en décembre 2018 de l'ordre de 0,78 million de kilogrammes de matière grasse par jour, soit une hausse de 1,9 % par rapport à 2017. Celle des provinces de la MCL0 a quant à elle augmenté de 7,2 % pour la même période, atteignant 0,26 million de kilogrammes de matière grasse par jour.

Le ratio solides non gras/gras (SNG/G) s'est amélioré au pays en 2018, s'établissant à 2,2151, comparativement à 2,2189 l'année précédente. Il a été de 2,2183 dans les provinces de P5 et de 2,2084 dans les provinces de la MCL0.

Les stocks de beurre ont presque atteint 45 000 tonnes en juin et dépassé 43 000 tonnes en juillet 2018. Ils totalisaient 33 462 tonnes en décembre 2018. Il n'y a eu aucune importation additionnelle de beurre ou de crème en 2018.

## Stratégie sur les ingrédients

En juillet 2018, le CCGAL a adopté plusieurs éléments encore en suspens pour compléter la mise en œuvre de la stratégie sur les ingrédients, notamment ceux concernant la facturation de la classe 1 (lait et boissons laitières) ainsi que la classe 4a (beurre et poudre de lait). Leur implantation sera appliquée au plus tard en janvier 2019.

Parmi les autres éléments convenus par le CCGAL et les ententes de mises en commun, il y a notamment le passage de la facturation sur la base de la protéine totale à celle basée sur la protéine vraie.

Le CCGAL a aussi entrepris les travaux pour le remplacement de la classe 7 afin de se conformer à l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM).

## Accord sur la mise en commun du lait dans l'est du Canada (P5)

Au cours de l'année, les provinces de P5 ont poursuivi l'application de l'Accord, notamment en travaillant sur l'émission en commun de quota, la mise en commun des frais de transport, des revenus, des règles de qualité et des déplacements de lait.

La politique harmonisée d'allocation du lait pour les classes de yogourt et des fromages fins (2a et 3a) prévoit un approvisionnement collectif de la demande par l'entremise d'une réserve de croissance pour P5. Jusqu'au 31 juillet 2018, cette réserve était alimentée par l'allocation de croissance et les augmentations de quota associées aux classes 2a et 3a. Dans le contexte de l'élimination de l'allocation de croissance, il a été convenu de remplacer cette source par un volume prédéterminé lui équivalant (82,2 millions de litres). Cette approche sera réexaminée dans un an.

Des travaux ont été entrepris au niveau national pour favoriser l'investissement dans les capacités de transformation additionnelles et le développement des marchés des produits laitiers. Les Producteurs de lait du Québec ont eu plusieurs rencontres avec les représentants des entreprises laitières du Québec afin de favoriser une meilleure adéquation entre la production et les besoins actuels et futurs de l'industrie. Ces travaux vont se poursuivre en 2019.

## EXAMEN PÉRIODIQUE DE L'ACCORD P5

En 2018, les provinces de P5 ont réalisé l'examen périodique quant à l'efficacité et la pertinence, comme prévu par l'Accord. L'examen par les signataires de la Partie 1, dispositions générales, et de l'annexe A-1, procédure de règlements des différends, s'est terminé sans changements. Les commentaires émis par les provinces de P5 seront considérés lors du prochain réexamen prévu en 2023.

## BILAN DES VARIATIONS DU QUOTA TOTAL ALLOUÉ AU QUÉBEC – 2018<sup>1</sup>

### VARIATIONS IN QUEBEC'S TOTAL QUOTA ALLOCATION – 2018<sup>1</sup>

	Quota total alloué au Québec (kg de MG) Total quota allotted to Quebec (kg of BF)	Variation pour la période % % variation for the period
2017		
Décembre – December	137 072 363	
2018		
Janvier – January	136 692 183	-0,28
Février – February	136 668 964	-0,02
Mars – March	137 736 165	0,78
Avril – April	137 371 417	-0,26
Mai – May	137 345 355	-0,02
Juin – June	136 833 534	-0,37
Juillet – July	136 865 706	0,02
Août – August	136 989 873	0,09
Septembre – September	137 017 142	0,02
Octobre – October	137 013 216	0,00
Novembre – November	137 882 277	0,63
Décembre – December	137 741 894	-0,10
<b>Variation totale pour l'année</b>	<b>669 531</b>	<b>0,49</b>
<b>Total variation for the year</b>		

1 Le quota est calculé selon le nouveau modèle de la Commission canadienne du lait (CCL), ce qui explique l'écart entre le quota total de décembre 2017 publié l'an dernier et celui publié cette année. Quota is calculated according to the new model of the Canadian Dairy Commission (CDC), which explains the difference between the total quota published last year for December 2017 and the total quota published this year.

## PRODUCTION TOTALE ET NOMBRE DE PRODUCTEURS DES PROVINCES CANADIENNES – 2017-2018<sup>1</sup>

### TOTAL PRODUCTION AND NUMBER OF PRODUCERS IN CANADIAN PROVINCES – 2017-2018<sup>1</sup>

	Production totale (kg de MG) Total production (kg of BF)	%	Nombre de producteurs <sup>2</sup> Number of producers <sup>2</sup>	%
<b>Terre-Neuve-et-Labrador</b> <i>Newfoundland and Labrador</i>	<b>2 075 351</b>	<b>0,55</b>	<b>32</b>	<b>0,30</b>
Île-du-Prince-Édouard <i>Prince Edward Island</i>	5 028 481	1,32	161	1,52
Nouvelle-Écosse <i>Nova Scotia</i>	8 475 109	2,23	207	1,96
Nouveau-Brunswick <i>New Brunswick</i>	6 596 786	1,74	192	1,81
Québec <i>Quebec</i>	139 801 881	36,79	5 120	48,33
Ontario <i>Ontario</i>	123 910 364	32,60	3 534	33,36
<b>Total P5<sup>3</sup></b>	<b>283 812 621</b>	<b>74,68</b>	<b>9 214</b>	<b>86,98</b>
Manitoba <i>Manitoba</i>	16 059 314	4,23	277	2,62
Saskatchewan <i>Saskatchewan</i>	11 452 356	3,01	162	1,53
Alberta <i>Alberta</i>	33 081 134	8,70	517	4,88
Colombie-Britannique <i>British Columbia</i>	33 549 778	8,83	391	3,69
<b>Total MCLQ<sup>4</sup></b> <b>Total WMP<sup>4</sup></b>	<b>94 142 582</b>	<b>24,77</b>	<b>1 347</b>	<b>12,72</b>
<b>Total Canada</b>	<b>380 030 554</b>	<b>100,00</b>	<b>10 593</b>	<b>100,00</b>

1 Source : Commission canadienne du lait  
Source: Canadian Dairy Commission

2 Au 1<sup>er</sup> août 2018  
As at August 1, 2018

3 Accord sur la mise en commun du lait dans l'est du Canada  
Agreement on the Eastern Canadian Milk Pooling

4 Entente sur la mise en commun du lait de l'Ouest  
Western Milk Pooling Agreement

## NATIONAL DAIRY POLICY

THE TOTAL QUOTA ALLOCATED TO QUEBEC ROSE FROM 137.07 MILLION KILOGRAMS OF BUTTERFAT (BF) IN DECEMBER 2017 TO 137.74 MILLION IN DECEMBER 2018, AN INCREASE OF 669,531 KILOGRAMS OF BF, OR 0.49%.

### Market trends

According to the data provided by The Nielsen Company, retail sales of dairy products continued to grow in Canada over the 12 months of 2018. They posted an increase of 5.9% for cream, 3.9% for cheese, 1.5% for butter, 6.5% for ice cream and a decrease of 0.6% for yogurt. From December 2017 to December 2018, total demand rose by 5.27 million kilograms of butterfat, or an increase of 1.4%.

### National Milk Marketing Plan

The Canadian Milk Supply Management Committee (CMSMC) reinstated the over-quota and underproduction policy on June 1, 2018 with the goal of restoring disciplined production. This caused some over-quota production in the provinces of the Agreement on the Eastern Canadian Milk Pooling (P5) totalling 700,697 kilograms of butterfat in June and July.

It also decided that starting on October 1, 2018, total demand and total quota would be calculated monthly using a new model. This change was made to calculate the allocated quota more precisely by basing it on the most recent reading of total monthly requirements instead of a reading from the last 12 months. This will make it possible to more rapidly understand the major fluctuations in the markets. However, no change was made to the sharing methods used between the pools. Because this model is more reactive, the 3% temporary growth allowances were eliminated on May 1 and the 2% permanent growth allowances were eliminated on October 1. Greater month-to-month fluctuation is to be expected with the new model, as the market is influenced by the seasons and the holidays.

The CMSMC also decided to institute a national continuous quota policy with flexibility limits of 2% for underproduction and 1.25% for overproduction. Provided the production of the 10 provinces stays within these margins, there will be no accountability measures for the provinces under the pooling agreements (P5 and Western Milk Pooling Agreement (WMP)). If national production exceeds these limits, the pools are accountable in proportion to their contribution to the excess production for each month of the year, except December.

The P5 provinces posted a tolerance of -1.69% in December 2018. As for the WMP provinces, their tolerance was -3.04% in the same month.

At the national level, daily milk production over the 12-month period ending in December 2018 was 1.04 million kilograms of butterfat per day, which is an increase of 3.2% compared to 2017.

The P5 provinces had a daily milk production of 0.78 million kilograms of butterfat in the 12-month period ending in December 2018, which is an increase of 1.9% compared to 2017. The daily milk production of the WMP provinces increased by 7.2% in the same period, reaching 0.26 million kilograms of butterfat per day.

The solids non-fat/fat (SNF/F) ratio improved in the country in 2018, totalling 2.2151, compared to 2.2189 the previous year. It was 2.2183 in the P5 provinces and 2.2084 in the WMP provinces.

Butter stocks reached nearly 45,000 tonnes in June and surpassed 43,000 tonnes in July 2018. They totalled 33,462 tonnes in December 2018. No additional volume of butter or cream was imported in 2018.

### Ingredient strategy

In July 2018, the CMSMC adopted several still pending items to finish implementing the ingredient strategy, including items concerning billing for Class 1 (milk and milk-based beverages) and Class 4a (butter and milk powder). These items will be implemented at the latest in January 2019.

Some of the other items agreed upon by the CMSMC and the pooling agreements specifically include the transition from billing on a total protein basis to a true protein basis.

The CMSMC also began to work on replacing Class 7 in order to comply with the Canada-United States-Mexico Agreement (CUSMA).

### Agreement on the Eastern Canadian Milk Pooling (P5)

During the year, the P5 provinces continued to apply the Agreement, in particular by working on the pooling of quota issuance, the pooling of transportation costs, revenue, quality rules and milk movements.

The harmonized milk allocation policy for the yogurt and fine cheese classes (2a and 3a) provides for a collective supply of the demand through a P5 growth reserve. Until July 31, 2018, this reserve was supplied by the growth allowance and quota increases associated with Classes 2a and 3a. Due to the elimination of the growth allowance, it was agreed that this source would be replaced with an equivalent predetermined volume (82.2 million litres). This approach will be reviewed in one year.

Work began at the national level to encourage investment in additional processing capacities and market development for dairy products. Les Producteurs de lait du Québec held several meetings with representatives of dairy enterprises in Quebec to strike a better balance between production and the current and future needs of the industry. This work will continue in 2019.

### PERIODIC REVIEW OF THE P5 AGREEMENT

In 2018, the P5 provinces completed the periodic efficiency and relevance review, as stipulated in the Agreement. At the conclusion of the signatories' review of Part 1, General Dispositions, and Appendix A-1, Dispute Settlement Procedure, no amendments were made. The comments shared by the P5 provinces will be considered during the next review scheduled in 2023.